

Intervention à la Journée annuelle de la CFM

**Potentiel –
La plus-value de la société de migration**

Considérations critiques sur le concept du «potentiel» des immigrés

Michel Kokoreff¹

Professeur des universités, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, directeur-adjoint du CRESPPA

« On conçoit que quelque chose puisse être et cependant ne soit pas, et que quelque chose puisse *ne pas être* et pourtant *soit*, et de même dans les autres catégories : par exemple, que quelque chose soit capable de marcher et cependant ne marche pas, que quelque chose soit capable de ne pas marcher et marche quand même » (Aristote, *Métaphysique*, 1047a, 20-26)

Quel est donc le potentiel des migrants, mais aussi des enfants de migrants ou d'ascendance immigrée – même si les uns et les autres renvoient à deux problématiques et des politiques publiques spécifiques ? Et en quoi constituent-ils un apport, une plus-value – plus qu'un problème ? Le débat retransverse les sociétés européennes depuis quelques années et traduit un durcissement de la situation.

Si j'avais à résumer mon argument, je dirais à peu près ceci : les migrants et enfants de migrants occupent non seulement des positions socialement dominées/subalternes, mais sont fortement exposés au racisme et aux discriminations ethniques, sexuelles, territoriales.

¹ L'auteur tient à remercier le CFM pour son invitation et son accueil, et en particulier Simone Prodolliet.

Pourtant, ils ont un *fort potentiel* – comme on dit d’un jeune sportif ou d’un thésard – qui se traduit de mille et une manière si on observe attentivement la vie sociale dans ses quartiers populaires et si on écoute attentivement les jeunes qui y ont un rôle fondamental : une intelligence de leur situation sociale et politique basée sur leur expérience, un sens avéré de la débrouillardise qui peut être utile dans le *bizness* (illicite) comme dans le *business* (licite), un potentiel créatif et culturel qui s’exerce dans de nombreux domaines (musical, graphique, vidéo, cinéma, associatif, politique), et en définitive des ressources tirées de leur quotidien, de la rue, de l’école ou/et de la famille, mais aussi d’internet et des réseaux sociaux. Or ce potentiel est réprimé, freiné, ou tout simplement méconnu.

Vieille histoire, dira-t-on, dans un pays comme la France qui depuis le milieu du XVIII^{ème} siècle se nie comme pays d’immigration et en gomme les apports successifs. Les jeunes et les adultes sont ceci ou cela, enfermés dans des catégories statiques. On fait tout pour « leur mettre des bâtons dans les roues », alors qu’ils ne manquent pas de vitalité ni d’initiatives, pour qu’ils ne deviennent pas acteurs. Une des finalités du travail sociologique est de comprendre comment fabriquer des acteurs. Il s’agit donc de réunir les conditions pour qui le deviennent et que, du coup, la société de migration devienne une richesse, un apport, une plus-value plutôt qu’un problème, un handicap, une moins-value.

* * *

Dans un contexte où, plus que jamais, la question des migrations constitue une préoccupation majeure des gouvernements et des opinions publiques, on constate la poursuite d’un mouvement de fermeture (*backlash*) de nos sociétés occidentales² à l’égard des migrants qui fuient tout à la fois la famine, la guerre, la violence, la répression des élites. L’époque n’est pas à l’ouverture sur l’autre mais plutôt à son rejet, à la fermeture. Pour le dire vite, à la célébration du multiculturalisme se sont substituées lors de ces dernières années des formes de crispation identitaire, nationaliste et populiste. Qualifiés de tous les mots (pauvreté, opportunisme économique, délinquance, criminalité, extrémisme, terrorisme...), les populations migrantes et d’ascendance immigrée *ne sont pas à leur place*. La fameuse opposition entre « nous » et « eux » se durcit en ce sens où ces populations ne sont pas

² Voir sur ce point, Hugues Lagrange, *Le déni des cultures*, Paris, Seuil, 2011.

seulement différentes, elles sont perçues comme dangereuses. Elles constituent donc une forme de désordre social.

Dans ce sens, interroger leur potentiel, défini de façon commune comme l'ensemble des ressources dont quelqu'un, une collectivité, un pays peut disposer (dictionnaire Larousse) ou comme un possible susceptible de s'actualiser logiquement et ontologiquement (à la manière d'Aristote), est une manière de déplacer le regard de ce qu'ils sont (réellement) vers ce qu'ils pourraient être (en puissance) mais que la société ne laisse pas advenir pour toute sorte de raisons (bonnes ou mauvaises).

On pourrait imaginer deux grandes directions où ce potentiel peut s'exprimer collectivement : positivement et négativement. Il y a des gens qui se retrouvent dans un champ de possibilités leur laissant une issue et d'autres qui se retrouvent dans des impasses complètes. Il y a ceux qui aspirent à exercer leurs droits à la citoyenneté, les créateurs, qui y croient encore, et les autres, qui décrochent, voire se fanatisent ou se radicalisent, avec entre ces deux pôles toute une gamme d'intermédiaires. Dans la mesure où de nombreux facteurs interviennent, il serait plus adéquate de mettre à jour des logiques d'action non pas duplices mais « triplices, multiprices, polyvoque »³.

Pourquoi ce potentiel n'est pas visible socialement, ou ne s'actualise pas ? La situation des populations migrantes est problématique : outre le traumatisme de la séparation de leur famille, culture et pays, qu'ils éprouvent par expérience à travers l'exil et les effets induits par d'identités sociales désorientées et de convictions blessées, s'ajoutent deux ensembles de facteurs : d'une part, des conditions de vie difficiles dans les villes ; d'autre part, leur exposition à diverses formes d'altérisation (racisme, xénophobie, racisme, discrimination ethnique et culturelle, islamophobie, etc.). De ce point de vue, les populations d'ascendance immigrée récente partagent largement avec les immigrés ces deux traits qui les mettent à l'écart de la normalité, les renvoient à la distance qui les sépare de la norme ; et cela en dépit de leurs ressources sur lesquelles je reviendrai.

Mais que sont-ils donc en puissance de plus qu'ils ne sont réellement ? La sociologie a rencontré dès le début du XX^{ème} siècle aux Etats-Unis cette question avec les travaux précurseurs de l'école de Chicago. La question n'est pas celle emprunte d'un humanisme intolérable : « à quel point souffrent-ils ? », mais : « comment inventent-ils les moyens de leur survie ? » Autrement dit, comment découvrent-ils et traversent-ils les petits mondes urbains,

³ F. Guattari, *La révolution moléculaire*.

franchissent les frontières (nationales et symboliques), s'adaptent à un nouveau mode de vie, redéfinissent la situation, se réacculturent-ils ? Bref, comment restituer cette soudaine richesse du migrant et/ou de ses enfants ? Envers et contre les taudis, la ségrégation et la désorientation ? C'est de cette richesse dont les migrants sont potentiellement détenteurs.

* *

Lors de mes enquêtes de terrain menées depuis plus d'une vingtaine d'années dans les cités de banlieue dites « sensibles »⁴, j'ai rencontré de nombreux jeunes garçons de nationalité française, issus de familles algérienne, marocaine, tunisienne, subsaharienne, dont le père était ouvrier ou employé et la mère n'avait pas d'activité salariée. La jeunesse des cités est loin d'être homogène : entre les plus exclus et les mieux intégrés, il y avait ceux (les plus nombreux) entre deux, que j'ai appelé le « tiers-précaire ». Agés d'une vingtaine d'années, ils n'allaient plus à l'école ni n'avaient un métier et une activité professionnelle stable ; les uns étaient déjà plus ou moins engagés dans des carrières déviantes passant par la délinquance de rue et la participation aux trafics illicites, d'autres avaient des « petits boulots », mal payés et perçus comme dévalorisants, qui les ramenaient à la délinquance quand ils ne complétaient pas leurs revenus, alors que d'autres encore avaient pu se raccrocher aux dispositifs d'insertion (par exemple, les « emplois jeunes »).

Lors de mes retours réguliers sur le terrain, notamment en 2011, soit près de vingt ans après, lors d'une enquête sur les élections cantonales, la plupart de ces quelque deux cents jeunes suivis et étudiés étaient dans une toute autre situation. Tous (ou presque) avaient fondé une famille, travaillaient, occupaient parfois des places importantes et socialement valorisantes, certains étaient même engagés dans une carrière politique à bonne distance des partis en se présentant aux élections locales et en s'imposant comme interlocuteurs incontournables dans les médias. Comment sont-ils sortis des sollicitations de la rue et de l'argent facile, de la dépendance aux produits stupéfiants, de la surexposition aux pratiques et violences policières, des effets du plafond de verre en matière d'accès à l'emploi ? Cette génération née au début des années 1970 a eu 20 ans dans les années 1990. Elle a été durablement marquée par la double épidémie d'héroïne et de sida qui a constitué silencieusement une véritable hécatombe dans ces quartiers. On peut faire l'hypothèse que ces jeunes ont trouvé des ressources multiples dans l'entourage, la famille, la religion. Parfois aussi, les rencontres amoureuses sont décisives pour prendre ses distances avec le monde de la cité.

⁴ M. Kokoreff, *La Force des quartiers*, Paris, Payot, 2003 ; M. Kokoreff, D. Lapeyronnie, *Refaire la cité*, Paris, La République des idées/Seuil, 2013.

Plus généralement, ces jeunes ne manquent pas de ressources que je ne ferai qu'invoquer ici : les ressources pour définir leur situation de mise à l'écart (ségrégation, ghettoïsation, discrimination) et y faire face (retournement du stigmaté, prise de distance avec la cité) ; les ressources pour moderniser le langage, le déchirer et en retisser la toile (en associant verlan, mots arabes, invention lexicale) ; les ressources dans la création artistique (dont le rap et le hip-hop sont emblématiques) ; les ressources pour se lancer dans le deal devenant – au moins à un moment de leur parcours – un travail synonyme de réussite sociale illustrée par l'argent, le pouvoir de consommation ; les ressources pour créer des associations, militer, organiser et faire des campagnes électorales ; les ressources pour désenclaver le monde des cités et s'ouvrir à l'espace public.

Si on raisonne en termes de potentialité, alors les raisonnements habituellement entendus s'inversent. Ce qui est important, me semble-t-il, ce ne sont pas seulement les débouchés de l'action, sa finalité, mais son émergence dans le réel gros de possibles. Mieux, les ressources citées plus haut indiquent bien comment s'opère le passage de ce qui est en puissance à l'actuel. Or, dans les deux cas, ces ressources et capacités d'action sont trop rarement reconnues. Trois jeunes adultes du quartier lancent une initiative, ils sont suspectés de communautarisme parce que ce sont des « Noirs et des Arabes ». De plus, n'ont-ils pas un casier judiciaire ? Comme si cela leur était consubstantiel (c'est la thèse à succès et raciste d'Eric Zemmour), alors que l'on pourrait y voir une conséquence majeure des processus de criminalisation de la misère et des ghettos. Ils sont donc enfermés dans le stigmaté et la méfiance qui produit de l'exclusion et de l'auto-exclusion.

* * *

On comprend donc mieux, pour reprendre la citation d'Aristote placée en exergue, « que quelque chose soit capable de marcher et cependant ne marche pas, que quelque chose soit capable de ne pas marcher et marche quand même ». Autrement dit, ce qui existe en puissance peut s'actualiser ou pas. Dans les deux cas, souligner le potentiel des migrants et des enfants de migrants et leurs capacités d'action, sans misérabilisme ni angélisme, revient à prendre en compte leur demande de reconnaissance.

Mais, je crois que le problème dépasse aujourd'hui largement la question de l'immigration. Il est d'ordre politique au sens où c'est la population des quartiers populaires qui est confrontée à un déficit de représentation. Tout se passe comme si elle ne faisait plus partie de la communauté nationale, et par là, ne se sentait plus faire partie de la société. L'abstention électorale (hormis pour les élections présidentielles), le désengagement à l'égard de la

bipolarisation gauche/droite, la méfiance, et parfois la rupture de la communication avec les institutions, les violences urbaines qui défrayent régulièrement la chronique, mais aussi le sentiment d'impuissance des travailleurs sociaux, en constituent quelques exemples les plus saillants. Dès lors si le problème est politique, la solution est politique ; elle réside dans la capacité à articuler le particulier et le général, le privé et le public, à partir d'un langage propre – comme l'ont fait les mouvements ouvriers et féministes. Ce qui suppose d'accepter le conflit plutôt que de prôner une idéologie du dialogue, la négociation plutôt que la concertation. La question sociale n'a pas été réglée par les dames de charité au XIX^{ème} siècle. De ce point de vue, on pressent en France tout du moins une montée de cette problématique parmi les classes moyennes qui, elles aussi, se sentent de moins en moins représentées. En tirer toutes les conséquences nécessite que la classe politique change de logiciel. Histoire de ne pas désespérer du politique.